

GLOBAL 2026

10TH EDITION

TAX CHANGES

Avalara

GUIDE DE CONFORMITÉ AUX RÉGLEMENTATIONS
FISCALES POUR LES ENTREPRISES

Introduction

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

L'économie mondiale semble aujourd'hui très différente de ce qu'elle était il y a à peine un an, en grande partie en raison des droits de douane imposés par les États-Unis et des mesures de rétorsion qu'ils ont déclenchées. Les droits de douane ont eu des répercussions sur tous les secteurs, et ces effets sont appelés à perdurer. Mais les droits de douane ne sont pas les seuls facteurs qui façonneront la politique fiscale internationale en 2026.

Les gouvernements du monde entier exigent davantage de transparence et de données en temps réel. Par conséquent, les plateformes numériques et les technologies d'intelligence artificielle jouent un rôle croissant dans la collecte et la déclaration des taxes.

En Europe, la Commission européenne poursuit un plan visant à moderniser le système de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de l'UE. La TVA à l'ère numérique (ViDA), qui sera progressivement mise en œuvre jusqu'en janvier 2035, rend obligatoire la déclaration en temps réel pour les échanges transfrontaliers.

La réforme ViDA repose sur la facturation électronique, qui deviendra bientôt obligatoire pour la facturation au sein de l'UE. La conformité est donc essentielle dans la mesure

où les entreprises qui ne pourront pas se conformer aux nouvelles exigences pourraient se retrouver exclues d'une grande partie du marché européen.

D'autres régions du monde adoptent également la facturation électronique. En Australie et en Nouvelle-Zélande, la facturation électronique s'impose désormais comme la méthode par défaut pour transmettre les informations de facturation aux agences gouvernementales. Les Émirats arabes unis introduisent un programme pilote de facturation électronique, qui sera suivi d'une mise en œuvre obligatoire pour certains contribuables.

Le monde connaîtra également d'autres changements fiscaux. Par exemple :

- La Chine met à jour son système de TVA.
- L'Inde est en train de transformer son système de taxe sur les biens et services (TPS).
- Le Brésil simplifie son système complexe de taxes indirectes fédérales, étatiques et locales.

Étant donné qu'aucun rapport ne peut couvrir toutes les tendances fiscales internationales, nous nous concentrons sur les principaux changements fiscaux indirects mondiaux qui touchent aujourd'hui les entreprises transfrontalières. Allons-y.

BONJOUR, TARIFS

ACCORDS COMMERCIAUX

AU REVOIR, DE MINIMIS

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS

L'EUROPE DEPUIS LA RÉFORME VIDA

NOUVEAUTÉS EN MATIÈRE DE CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE

PERSPECTIVES

Ce que les chiffres nous disent sur le commerce et les droits de douane en 2026

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Cela représente une augmentation de près de 3 millions.

Septembre 30, 2025

9,174,167

Janvier 1, 2025

6,223,811



La douane américaine (CBP) a perçu

\$216.7B

en droits, frais et taxes au cours de l'exercice 2025 (jusqu'en août 2025)



Au 20 novembre 2025, le président Donald J. Trump a publié 35 décrets

35

décrets

4

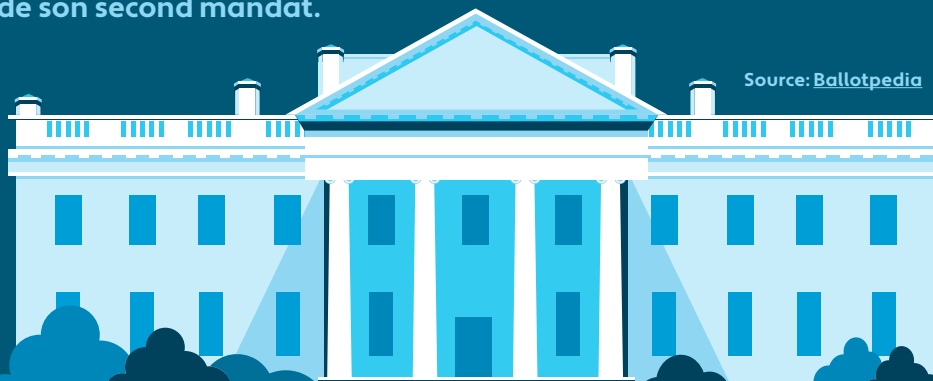
mémoires

6

proclamations

relatives au commerce et aux droits de douane au cours de son second mandat.

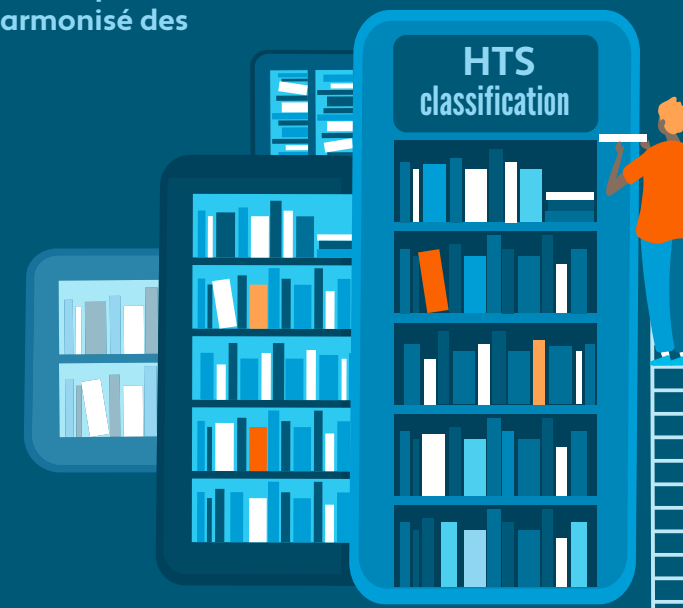
Source: Ballotpedia



Il existe plus de 17 000 codes uniques à 10 chiffres dans le Système harmonisé des tarifs (HTS).

Source: U.S. GPO

17,000



Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Bonjour, tarifs

Moins de deux semaines après son retour au bureau ovale pour son second mandat, le président Trump a annoncé des droits de douane visant le Canada, la Chine et le Mexique, les principaux partenaires commerciaux de son pays. En décembre 2025, il avait instauré de nouveaux droits de douane sur presque tous les pays du monde, ainsi que sur une série de produits incluant les camions lourds, les meubles en bois tapissés et l'acier.

Rien de tout cela ne s'est passé de façon ordonnée.

Le président Trump annonce souvent de nouvelles politiques commerciales via les réseaux sociaux, des semaines, des jours ou même des heures avant leur entrée en vigueur. Il accompagne généralement ces annonces d'un décret qui rend la politique officielle une fois publiée au Federal Register du gouvernement américain. Mais parfois, le décret n'est jamais publié, laissant le monde dans l'incertitude.

Il y a eu un nombre impressionnant de modifications tarifaires en 2025, dont beaucoup ont été imposées par les États-Unis, mais pas toutes. « Entre le 1er janvier et le 30 septembre 2025, le nombre total de taux de droits de

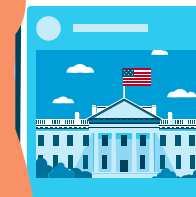
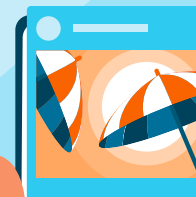
douane dans le monde est passé de 6 223 811 à 9 174 167. Cela représente près de 3 millions de nouveaux taux, soit près de 49 %, en neuf mois seulement », explique David Lingerfelt, directeur principal de la fiscalité indirecte chez Avalara.

« Cette forte expansion met en évidence la complexité croissante de la politique commerciale mondiale alors que les gouvernements réagissent à la persistance et à l'intensification des tensions commerciales », ajoute Lingerfelt. « Les pays ont de plus en plus recours à un éventail plus large de mesures, telles que des droits punitifs, de rétorsion, antidumping et compensateurs, transformant les droits de douane à la fois en outils de protection et en instruments de stratégie économique et géopolitique. »

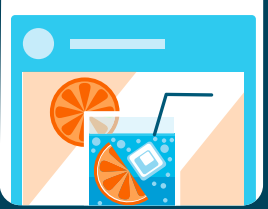
Compte tenu du rythme et de l'ampleur des modifications tarifaires, les entreprises doivent être en mesure de mettre en œuvre rapidement de nouveaux taux et de les désactiver lorsqu'ils sont retardés ou annulés. La classification des codes du Système harmonisé (SH) est essentielle pour fixer le taux de droit adéquat.

En neuf mois, le nombre total de droits de douane dans le monde a augmenté de près de

49%



Januar 1, 2025



September 30, 2025

Contents

[INTRODUCTION >](#)

[BONJOUR, TARIFS >](#)

[ACCORDS COMMERCIAUX >](#)

[ADIEU, DE MINIMIS >](#)

[COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >](#)

[L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >](#)

[ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS \(TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES\) >](#)

[INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >](#)

Les codes HS : la clé de la conformité

Chaque produit échangé au niveau international doit avoir un code SH : un numéro standardisé à six chiffres (chapitre et position), base de tous les tarifs douaniers nationaux, auquel s'ajoutent des chiffres supplémentaires propres à chaque pays qui décrivent plus précisément le produit et identifient son origine.

Les produits entrant aux États-Unis doivent disposer d'un code à 10 chiffres du Harmonized Tariff Schedule (HTS), également appelé Harmonized Tariff Schedule of the United States (HTSUS). Les codes HTS déterminent le taux de droit applicable aux importations américaines.

SHANE BOGDAN

Director of Cross-Border Sales at Avalara

“ Nous appelons les codes SH la « pierre de Rosette » du commerce mondial. Chaque décision d'importation et d'exportation, y compris le calcul des droits de douane, la détermination de l'éligibilité aux accords commerciaux et la garantie d'une documentation adéquate, dépend d'une classification correcte. ”



Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Comme il existe plus de **17 000** codes HTS distincts à 10 chiffres, la classification des produits et l'attribution du taux de droit approprié constituent déjà un travail considérable, une tâche d'autant plus complexe que leur nombre continue d'augmenter. Selon Lingerfelt David, le nombre de codes tarifaires harmonisés est passé de 2 174 331 à 2 267 884 entre le 1er janvier et le 30 septembre 2025, ajoutant environ 93 553 nouvelles classifications, soit environ 4 %.

L'ampleur des modifications tarifaires a rendu pratiquement impossible pour certaines entreprises de gérer la conformité fiscale transfrontalière sans automatiser la classification des codes tarifaires.

« Une classification HTS précise est la base de la conformité commerciale mondiale », explique Shane Bogdan, directeur des ventes transfrontalières chez Avalara. « Les codes HTS constituent le référentiel permettant d'interpréter les règles du commerce international. Toutes les décisions d'importation et d'exportation, y compris le calcul des droits, la détermination de l'éligibilité à un accord commercial et la conformité

documentaire, dépendent d'une bonne classification. Alors que les réglementations commerciales continuent d'évoluer, l'automatisation et les outils de classification pilotés par l'IA deviennent essentiels. »

De nombreuses entreprises ont probablement été prises au dépourvu par la rapidité des modifications tarifaires et n'étaient pas préparées à se conformer à des changements mis en œuvre à un rythme accéléré. Selon une enquête menée auprès de professionnels de la finance et de la fiscalité en mars 2025 par Hanover Research en partenariat avec Avalara, 56 % des personnes interrogées géraient manuellement les droits et les tarifs douaniers. Seuls 8 % des entreprises interrogées ont utilisé l'IA pour faciliter ces activités de conformité.



COMMENT AVALARA PEUT VOUS AIDER

Les politiques tarifaires peuvent changer du jour au lendemain, parfois sans préavis. La classification des codes tarifaires Avalara automatise l'attribution des codes HS/HTS grâce à une IA agentique soutenue par une expertise humaine, afin que votre entreprise puisse réagir rapidement aux nouvelles règles, mettre à jour les taux de droits de douane sur l'ensemble de votre catalogue et éviter des erreurs de classement coûteuses.

[Découvrez la classification des codes tarifaires d'Avalara]

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

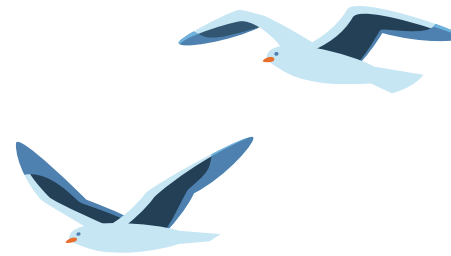
INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Les différents types de tarifs et leur importance

Les droits de douane américains prennent diverses formes, parmi lesquelles :

- Tarifs prévus à l'article 201
- Tarifs prévus à l'article 232
- Tarifs prévus à l'article 301
- Tarifs de IEEPA

Chaque **type de droit de douane** possède des fondements juridiques, des autorités compétentes et des finalités distinctes, ce qui peut influencer les obligations déclaratives, la manière dont les droits s'additionnent, et même la façon dont ils peuvent être contestés.



Les droits de douane prévus par l'article 122

peuvent remédier aux déficits importants et graves de la balance des paiements des États-Unis et ne peuvent excéder 15 % pendant une période maximale de 150 jours.

Droits de douane en vertu de l'article 201

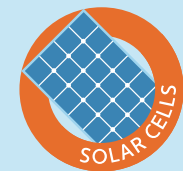
Ces droits accordent un allègement temporaire à un secteur industriel américain spécifique et peuvent être prolongés jusqu'à huit ans..



STEEL



TRUCKS



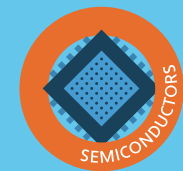
SOLAR CELLS



WASHERS

Droits de douane en vertu de l'article 232

Cibler les importations susceptibles de mettre en danger la sécurité nationale des États-Unis.



SEMICONDUCTORS



CLOTHING

Tarifs en vertu de l'article 301

Lutte contre les pratiques commerciales déloyales et doivent être renouvelés ou modifiés tous les quatre ans.



CHINA



CANADA

Tarifs de l'IEEPA

Cette loi confère au Président le pouvoir de réglementer les transactions économiques en cas d'urgence nationale.

DOUANE

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Tarifs prévus à l'article 201

Les droits de douane établis en vertu [de l'article 201 de la loi sur le commerce de 1974](#) visent à apporter une protection temporaire à une industrie américaine donnée en imposant des droits ou des quotas sur les produits importés qui portent préjudice aux entreprises nationales. Les droits instaurés en vertu de l'article 201 sont généralement déclenchés par une pétition écrite déposée par une association professionnelle (ou une entité similaire). Une fois établis, ils peuvent être prolongés jusqu'à un maximum de huit ans.

Le président Trump a approuvé les droits de douane de la section 201 sur les grandes [machines à laver résidentielles et les cellules et modules solaires](#) au cours de son premier mandat ; il a prolongé le droit sur les machines à laver en 2021, mais celui-ci a expiré en 2023. L'administration Biden a prolongé les tarifs des cellules solaires en 2022.

Au moins une nouvelle enquête au titre de l'article 201 a été lancée en 2025, sur les [produits en surface en quartz](#).

Tarifs prévus à l'article 232

Les droits de douane établis en vertu [de la section 232 de la Loi sur l'expansion du commerce de 1962](#) ciblent les importations qui « menacent de porter atteinte » à la sécurité nationale des États-Unis (par exemple, en compromettant la production nationale de matériaux nécessaires à la défense des États-Unis). Les droits de l'article 232 restent en vigueur indéfiniment.

Lors de son premier mandat, le président Trump a imposé des droits au titre de l'article 232 sur l'acier et l'aluminium, puis a accordé des exemptions spécifiques à certains pays ainsi que d'autres dérogations. L'administration Biden a maintenu ces droits de douane.

Au 5 novembre 2025, l'administration Trump avait lancé au moins [12 nouvelles enquêtes au titre de l'article 232 et imposé de nouveaux](#) droits de douane en vertu de l'article 232 sur de nombreux produits, notamment l'aluminium, les automobiles et pièces automobiles, le cuivre, le bois d'œuvre, les semi-conducteurs, l'acier et les camions. La légalité des tarifs de l'IEEPA étant en cause, comme nous l'expliquerons, l'administration s'appuie davantage sur les droits de la section 232.

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Tarifs prévus à l'article 301

Les droits de douane mis en œuvre en vertu de [l'article 301 du Trade Act de 1974](#) répondent à ce que les États-Unis considèrent comme des pratiques commerciales déloyales. Les droits de l'article 301 sont très flexibles et s'appliquent actuellement à des milliers de produits, des vêtements aux machines industrielles. Ils peuvent être imposés à tout produit de n'importe quel pays à tout moment mais doivent être prolongés ou modifiés tous les quatre ans.

La première administration Trump a fixé des droits de douane de la section 301 allant de 7,5 % à 100 % sur des milliers de produits chinois, et l'administration Biden les a prolongés. L'administration actuelle a lancé une [enquête au titre de l'article 301](#) sur le Brésil en juillet 2025.

Tarifs de IEEPA

[L' International Emergency Economic Powers Act](#) (IEEPA) donne au président des États-Unis le pouvoir de réglementer les transactions économiques lorsqu'une « menace exceptionnelle et extraordinaire à l'égard de laquelle une urgence nationale a été déclarée ». Il ne peut être exercé à aucune autre fin. .

L'IEEPA ne mentionne pas de droits de douane, et aucun président américain n'a utilisé l'IEEPA pour imposer des droits de douane de manière générale avant Trump lors de son second mandat.

En février 2025, Trump a invoqué l'IEEPA pour instaurer des droits de douane sur le [Canada](#) (pour « lutter contre le flux de drogues illicites à travers notre frontière nord »), au [Mexique](#) (pour « endiguer la vague de migration illégale et de drogues illicites ») et à la [Chine](#) (« pour s'attaquer à la chaîne d'approvisionnement en opioïdes synthétiques »). Il a également utilisé l'IEEPA pour imposer des droits de douane à plus de 60 autres pays (les [droits « réciproques](#) » annoncés le 2 avril 2025).

Il est intéressant de noter que l'administration a commencé à abandonner les droits de douane de l'IEEPA début septembre, peut-être parce qu'ils étaient contestés.

La Cour suprême des États-Unis doit se prononcer sur le sort des droits relevant de l'IEEPA.

Un groupe d'entreprises et 12 États ont fait valoir séparément que les États-Unis ne faisaient face ni à une menace exceptionnelle et extraordinaire ni à une urgence nationale, les deux conditions requises par l'IEEPA. Ils affirment également que le président a excédé les pouvoirs que l'IEEPA lui confère en matière de régulation des activités économiques. L'affaire a finalement été portée devant la [Cour suprême des États-Unis](#), qui a entendu les plaidoiries pendant près de trois heures le 5 novembre.

Les deux parties ont dû répondre à des questions incisives, mais dans l'ensemble, la Cour s'est montrée sceptique à l'égard des droits fondés sur l'IEEPA. Une décision est attendue d'ici en début d'année 2026.

Si la Cour suprême se prononce contre l'administration, le gouvernement pourrait être tenu de rembourser les droits perçus dans le cadre de l'IEEPA. La juge Amy Coney Barrett a demandé à l'avocat des plaignants comment un tel remboursement pourrait être mis en œuvre. « Il me semble que ça pourrait être particulièrement complexe », a-t-elle dit.

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Neal Katyal, l'avocat des entreprises, a suggéré que les juges pourraient fournir une solution prospective. Cela permettrait de garantir qu'aucun droit de douane futur ne soit collecté dans le cadre de l'IEEPA sans obligation de remboursement.

L'annulation des droits de douane de l'IEEPA serait un coup dur pour l'administration, mais cela ne mettrait pas fin à tous les droits de douane.

« Même si les droits de douane de l'IEEPA sont supprimés », déclare Craig Reed, directeur général des activités transfrontalières chez Avalara, « l'administration Trump a clairement indiqué qu'elle chercherait d'autres moyens de rétablir la politique tarifaire. Dans une interview récente, le secrétaire au Trésor Scott Bessent a déclaré que le président avait de nombreuses options au-delà de l'IEEPA. Bessent a spécifiquement cité les sections 232 et 301. »

DISPOSITIONS RELATIVES À LA DÉGRADATION

Le Président a également promulgué certaines dispositions d'abrogation, "car le taux tarifaire résultant d'une telle accumulation dépasse ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs politiques souhaités".

Source: [CBP](#), [White House](#)

Droits de douane cumulés

Les différents types de droits de douane sont généralement cumulables, ce qui signifie que plusieurs droits de douane peuvent s'appliquer à la même importation. Cependant, le président Trump a **exempté** certains produits. À compter du 4 juin 2025, un article soumis aux droits de douane de la Section 232 pour les automobiles/pièces automobiles ne sera pas soumis aux droits de douane de la Section 232 pour l'aluminium ou l'acier, ni aux droits de douane IEEPA pour le Canada ou le Mexique. Pourtant, il est soumis à d'autres droits, taxes ou frais applicables, tels que les droits de douane de l'IEEPA sur les produits chinois.

« Lorsque les droits de douane se cumulent, il est souvent difficile de savoir si chaque droit s'applique au prix de base du produit ou au prix cumulé qui inclut les droits antérieurs », explique George Trantas, vice-président des ventes chez Avalara. « Mal interpréter si les droits de douane sont ajoutés ou cumulés peut entraîner un sous-paiement ou un trop payé. En outre, étant donné que chaque droit de douane peut avoir des calendriers de déclaration, des formats et des règles d'exonération différents, les entreprises peuvent avoir besoin de gérer plusieurs flux de travail de conformité, souvent dans des systèmes distincts. Cela augmente la charge administrative et le risque d'erreur. »

Et selon Reed, « il y a aussi la question de savoir quels sont les composants matériels d'un produit donné. Il est particulièrement difficile pour les fabricants d'estimer la valeur de produits qui comportent de nombreuses fixations et pièces métalliques différentes. »

On comprend pourquoi déterminer le taux de droit de douane approprié pour tous les produits importés peut rapidement devenir un casse-tête. Les accords commerciaux peuvent aider, mais ils sont difficiles à obtenir.

ORDRE DE PÉAGE PRIORITAIRE DE PÉAGE

+ 232 pièces automobiles +

+ 232 Aluminium +

+ Acier 232 +

+ IEEPA Canada +

+ IEEPA Mexique +

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Accords commerciaux

En avril 2025, la Maison Blanche a évoqué l'objectif de conclure **90 accords commerciaux en 90 jours**. C'était un objectif ambitieux. Selon **Wendy Cutler**, vice-présidente de l'Asia Society Policy Institute et ancienne négociatrice en chef du représentant américain au commerce, les responsables américains passent généralement au moins six mois à élaborer leurs positions. « Les négociations proprement dites durent généralement plusieurs années », explique-t-elle.

C'est peut-être la raison pour laquelle les États-Unis n'avaient **conclu des accords commerciaux** qu'avec une poignée de pays au 5 novembre 2025.

Pour encourager les pays à s'asseoir à la table des négociations, le président Trump a publié un **décret** et une **fiche d'information de la Maison Blanche** le 5 septembre indiquant qu'il « pourrait être disposé à fournir un taux tarifaire réciproque de zéro pour cent » aux « partenaires alignés ».

Pour les partenaires des accords commerciaux actuels, les principaux produits industriels énumérés à **l'annexe II** sont exonérés de droits de douane réciproques à compter du 8 septembre 2025. Les produits listés à l'annexe III « peuvent potentiellement être exonérés de droits imposés par le **décret exécutif 14257**, tel que modifié... pour chaque partenaire commercial ayant conclu un accord de réciprocité commerciale ».

Cette tactique a peut-être contribué à faire bouger les choses. Vers la fin du mois d'octobre, la Maison Blanche a conclu des accords commerciaux avec le **Cambodge** et la **Malaisie**, ainsi que des cadres pour des accords commerciaux avec la **Thaïlande** et le **Vietnam**, et a conclu un accord commercial provisoire avec **la Chine**.

Cependant, de nombreuses entreprises continuent de naviguer à vue, en attendant un accord commercial qui pourrait leur être avantageux. Sans savoir quels droits de douane seront maintenus et lesquels peuvent être supprimés, il est difficile pour les entreprises de prendre des décisions d'investissement à long terme.

« En période d'incertitude commerciale, il est essentiel d'être proactif », déclare Shane Bogdan. « Les entreprises qui réagissent aux nouveaux accords commerciaux à la dernière minute risquent des perturbations coûteuses. Le maintien de données claires et précises sur les règles de minimis, les classifications HS/HTS, le pays d'origine et la valeur déclarée permet aux entreprises d'anticiper les changements, de modéliser les résultats et d'ajuster leurs stratégies avant l'entrée en vigueur de nouvelles réglementations. »

Les États-Unis sont toujours liés par un accord commercial à deux de leurs principaux partenaires commerciaux : le Canada et le Mexique.

SHANE BOGDAN

Director of Cross-Border Sales at Avalara

“ En période d'incertitude commerciale, il est essentiel d'agir de manière proactive.

La tenue de données claires et précises sur les seuils de minimis, les classifications SH/HTS, le pays d'origine et la valeur déclarée permet aux entreprises d'anticiper les changements, de modéliser les résultats et d'adapter leurs stratégies avant l'entrée en vigueur des nouvelles réglementations. ”

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

L'accord entre les États-Unis, le Mexique et le Canada

L' Accord entre les États-Unis, le Mexique et le Canada (ACEUM) accorde un traitement préférentiel à la plupart des biens échangés entre le Canada, le Mexique et les États-Unis. Il soutient près de **2 trillions** de dollars d'échanges de biens et services entre les États-Unis et la région.

Avec **935,1 milliards de dollars** d' échanges commerciaux, le Mexique était le premier partenaire commercial des États-Unis en 2024. Le Canada s'est classé deuxième avec **909,1 milliards de dollars**. La Chine est arrivée en troisième position avec **658,9 milliards de dollars**.

Mais le sort de l'ACEUM est quelque peu incertain depuis le 1er février 2025, lorsque Trump a annoncé des droits de douane de 25 % sur tous les produits canadiens et mexicains afin de ralentir le flux illégal de fentanyl vers les États-Unis. **Pendant quelques jours en mars 2025**, les soi-disant droits de douane sur le fentanyl se sont appliqués à toutes les importations canadiennes et mexicaines.

PRINCIPAUX PARTENAIRES COMMERCIAUX DES ÉTATS-UNIS EN 2024



Source: USTR (China, Canada, Mexico)

Lorsque l'exemption de l'ACEUM a été rétablie, les entreprises se sont empressées de faire certifier leurs produits par l'ACEUM. Moins de 25 % des importations en provenance du Mexique et moins de 20 % des importations canadiennes étaient certifiées ACEUM au début de 2025. Ce n'est pas que davantage d' importations n'étaient pas éligibles à l'exemption ; de nombreuses entreprises n'ont tout simplement pas pris la peine de certifier leurs produits pour l'ACEUM parce que les taux tarifaires effectifs étaient si bas.

« La certification des produits pour l'ACEUM est un processus de vérification et de documentation en plusieurs étapes visant à prouver l'éligibilité au traitement tarifaire préférentiel », explique Bogdan. « Les avantages sont considérables : les produits certifiés peuvent circuler sans droits de douane à travers l'Amérique du Nord, améliorant ainsi les marges et la compétitivité. Sans certification, et en raison des récents droits de douane sur les importations canadiennes et mexicaines vers les États-Unis depuis mars, les entreprises risquent de trop payer de droits de douane et de perdre un avantage précieux au profit de concurrents qui ont pris le temps de s'y conformer. »

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Les entreprises peuvent certifier elles-mêmes leurs produits comme étant conformes à l'ACEUM en six étapes, comme montré ici.



En juillet 2025, environ 79 % des importations canadiennes et 76 % des importations mexicaines **sont entrées aux États-Unis sans droits de douane en vertu de l'ACEUM**. Au total, environ 90 % des produits canadiens et 81 % des produits mexicains sont admissibles à la franchise de droits aux États-Unis.

Cela vaut la peine de profiter de l'accord ACEUM tant qu'il est en vigueur. L'accord doit être renouvelé en juillet 2026, et bien que la certitude qu'il apporte profite aux trois pays, rien ne garantit que les États-Unis le réadopteront. Le Mexique a réussi à maintenir de relativement bons termes avec le président Trump, mais les relations entre le Canada et les États-Unis sont quelque peu tendues.

Le 31 juillet, Trump a retardé une augmentation de tarif de 5 % prévue sur le Mexique pendant 90 jours pour donner au Mexique le temps de résoudre les barrières non tarifaires au commerce, telles que les différends sur les droits de propriété intellectuelle. Les États-Unis ont de nouveau prolongé la trêve tarifaire fin octobre, laissant aux deux pays quelques semaines supplémentaires pour parvenir à un accord.

Les relations entre les États-Unis et le Canada sont un peu plus froides. Trump a suspendu les négociations commerciales avec le Canada en octobre après que le gouvernement de l'Ontario a diffusé une publicité anti-tarifaire lors de la diffusion télévisée de la Série mondiale de **la ligue majeure de** baseball. Le président a également menacé d'imposer un droit de **douane supplémentaire de 10 % au Canada**, « en plus de ce qu'il paie actuellement », mais il n'a pas donné suite.

« Compte tenu de l'orientation actuelle de la politique commerciale des États-Unis et des déclarations du président Trump, il est peu probable que l'ACEUM continue d'exister sous sa forme actuelle », observe Craig Reed. « Il est plus probable que des accords individuels soient conclus avec le Canada et le Mexique, et ces accords pourraient être différents. »

Reed explique qu'il existe différents points de discordance au sein de l'ACEUM. Les États-Unis et le Canada sont en désaccord sur les produits laitiers, le bois d'œuvre résineux et l'énergie, par exemple, mais ce n'est pas le cas du Mexique.

Étant donné que le tarif « minimum » pour la plupart des autres pays se situe désormais entre 10 % et 15 %, Reed estime qu'il serait raisonnable de s'attendre à ce que l'ACEUM soit « scindé » et à ce que des taux tarifaires minimaux similaires soient établis pour le Canada et le Mexique. « Il est également probable qu'il y ait certaines exceptions en raison de la nature des flux commerciaux et des capacités de production nationales. Au Canada, les exceptions concerneront probablement les métaux (en particulier l'aluminium) et l'énergie ; avec le Mexique, ce seront probablement les produits agricoles ou d'autres produits. »

Si l'accord ACEUM est radicalement modifié, les entreprises basées au Canada et au Mexique pourraient ressentir davantage la perte de l'exemption de minimis qu'elles ne le font aujourd'hui.

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Adieu, de minimis

Les entreprises et les consommateurs américains ressentent plus intensément les effets des nouveaux droits de douane depuis le 29 août 2025, jour où le **de minimis** a pris fin aux États-Unis.

La plupart des pays ont un **seuil de minimis**, une valeur fixe en dessous de laquelle les importations sont exemptées de droits de douane et/ou d'autres taxes, « **afin d'éviter des dépenses** et des inconvénients pour le gouvernement disproportionnés par rapport au montant des recettes qui seraient autrement collectées ». L'idée a du mérite, mais les expéditions de minimis vers les États-Unis ont explosé après que le seuil soit passé de 200 \$ à 800 \$ en mars 2016.

- Les expéditions de minimis vers les États-Unis sont passées d'environ 139 millions au cours de l'exercice 2015 à plus d'un milliard au cours de l'exercice 2023 (plus de **600 %**).
- Les expéditions de minimis représentaient **92 %** de toutes les marchandises entrant aux États-Unis en 2023.
- Plus de **1,36 milliard** d'expéditions de minimis sont entrées aux États-Unis au cours de l'exercice 2024.
- Environ **60 %** des expéditions de minimis envoyés aux États-Unis en 2024 provenaient de Chine.

- Le Service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis (CBP) a traité environ **2,8 millions** d'expéditions de minimis par jour en 2023 et 4 millions d'expéditions de minimis par jour en 2024.
- Environ 800 millions (**88 %**) des expéditions de minimis en 2024 sont arrivés par courrier international.

Les responsables politiques des deux camps ont convenu qu'il fallait faire quelque chose pour freiner le flux de colis de faible valeur. Cependant, éliminer complètement le de minimis, et ce avec peu de préavis, était une décision très importante.

Le président Trump a publié un décret le 4 février 2025, qui **a mis fin au de minimis pour la Chine** et Hong Kong à compter du 2 mai 2025. Le **Congrès** a ensuite abrogé l'exemption de minimis pour toutes les expéditions commerciales à compter du 1er juillet 2027. Mais le 30 juillet 2025, un nouveau décret présidentiel a suspendu le principe de minimis pour tous les pays à compter du 29 août 2025.

En quelques semaines, les expéditions qui contournaient auparavant les droits de douane et les formalités administratives ont été soumises à toutes les procédures douanières, aux droits et à la conformité réglementaire. De nombreuses entreprises ont dû attribuer

des codes HTS à l'ensemble de leur catalogue. « Les entreprises ne peuvent plus se contenter de mal documenter les envois de faible valeur », déclare George Trantas. « Et compte tenu de tous les changements de politique tarifaire, il est difficile de garantir l'application du taux de droit approprié sans mettre en œuvre une solution de conformité transfrontalière. »

GEORGE TRANTAS

VP of Sales, Accelerators
at Avalara

“ Les entreprises ne peuvent plus se permettre de fournir une documentation insuffisante pour les envois de faible valeur. Toutes les entreprises effectuant des livraisons non postales doivent désormais faire appel à un organisme tiers qualifié pour obtenir la documentation appropriée. Compte tenu des nombreuses modifications apportées à la réglementation douanière, il est difficile de garantir l'application du taux de douane correct sans solution de conformité transfrontalière. ”

Contents

[INTRODUCTION >](#)

[BONJOUR, TARIFS >](#)

[ACCORDS COMMERCIAUX >](#)

[ADIEU, DE MINIMIS >](#)

[COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >](#)

[L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >](#)

[ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS \(TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES\) >](#)

[INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >](#)

Toutes les entreprises effectuant des expéditions non postales ont désormais besoin d'un tiers qualifié pour soumettre le type d'entrée approprié dans le système automatisés de l'environnement commercial CBP (ACE) : entrée de type 11 pour les envois d'une valeur inférieure à 2 500 \$; entrée de type 01 pour les envois de 2 500 \$ ou plus. Les deux nécessitent une documentation détaillée, y compris des codes HTS à 10 chiffres. Le **type d'entrée accéléré 86** créé pour les envois de faible valeur n'est plus disponible.

Les entreprises qui expédient des colis de faible valeur par la poste ont actuellement deux options, toutes deux nécessitant également des codes HTS.

1. Appliquer les droits ad valorem à chaque envoi (le tarif IEEPA imposé au pays d'origine).
2. Appliquer un droit spécifique basé sur le tarif de l'IEEPA du pays d'origine :
 - 80 \$ par article pour les pays dont le tarif IEEPA effectif est inférieur à 16 %
 - 160 \$ par article pour les pays ayant un tarif IEEPA effectif compris entre 16 % et 25 %
 - 200 \$ par article pour les pays dont le tarif IEEPA effectif est supérieur à 25 %

L'option de droits spécifiques cessera d'être disponible à compter du 28 février 2026. À partir de cette date, les expéditions postales internationales devront utiliser la méthodologie ad valorem.

L'élimination de l'exemption de minimis pour tous les pays dans un délai aussi court a exercé une pression énorme sur les opérateurs postaux.



COMMENT AVALARA PEUT VOUS AIDER

Le système de minimis ayant disparu, chaque expédition nécessite une documentation douanière complète, y compris des codes HS/HTS précis à 10 chiffres. Avalara aide les entreprises à classer leurs produits à grande échelle, à tenir des registres prêts à être audités et à rester en conformité même lorsque les seuils de droits de douane disparaissent.

[\[Découvrez la classification des codes tarifaires d'Avalara\]](#)

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Les agences postales réagissent à la disparition du système de minimis

« Les agences postales étaient en difficulté », explique Patrick Frith, directeur principal de la croissance transfrontalière chez Avalara. Les expéditions postales mondiales ont chuté de 81 % le 29 août, par rapport à la semaine précédente, et au moins **88 opérateurs postaux** ont suspendu une partie ou la totalité des expéditions commerciales vers les États-Unis le temps de déterminer la marche à suivre. Seule une poignée d'opérateurs avaient repris leurs activités le 3 octobre ; cinq semaines après la disparition du système de minimis, le trafic postal à destination des États-Unis était toujours en baisse d'environ **70 %**.

Craig Reed explique qu'Avalara travaille avec de nombreux membres de l' **Union postale universelle**, le principal forum de coopération internationale du secteur postal, pour aider à calculer et à percevoir les droits de douane dans le pays, avant l'expédition vers les États-Unis. « Nous avons développé diverses solutions pour répondre à de nombreux cas d'utilisation, notamment les paiements en ligne, les achats via une application et les opérations effectuées directement au comptoir des douanes. Ces solutions garantissent que le montant correct des droits est collecté à la source et acheminé efficacement vers le CBP pour un dédouanement sans faille. »

Plus la conformité est simplifiée, mieux c'est, d'autant plus que d'autres pays introduisent leurs propres frais.

Frais de gestion du commerce électronique nationaux

Les États-Unis ne sont pas le seul pays à faire face à une avalanche de colis de faible valeur issus du commerce électronique international. Et ce n'est pas le seul pays à réagir face à ce phénomène.

Au total, **4,6 milliards d'articles** d'une valeur inférieure à 150 euros ont été importés dans l'Union européenne (UE) en 2024, soit environ 12 millions de colis par jour. Environ 91 % de ces expéditions provenaient de Chine.

Pour contribuer à réduire le volume de ces expéditions, la Commission européenne a envisagé d'imposer des frais de gestion de 2 € sur chaque colis de faible valeur issu du commerce électronique en provenance d'un pays non membre de l'UE à compter de 2028. Certains États membres, dont la Belgique, la France et la Roumanie, ont discuté de l'introduction d'une taxe nationale sur les petits colis encore plus tôt, d'ici la fin de 2025 ou en 2026.

Mais au lieu d'imposer des frais de gestion, l'UE prévoit désormais de supprimer complètement l'exonération des droits de douane pour les envois de faible valeur. En novembre, les

ministres des finances de l'UE chargés de la réforme douanière ont convenu de **supprimer le seuil de minimis douanier de 150 euros** dès que possible en 2026.

Le **gouvernement britannique** examine également sa politique actuelle de minimis, qui a un seuil de 135 £. L'éliminer entièrement pourrait entraîner un revenu supplémentaire de **1 milliard de livres** en droits de douane. HM Revenue and Customs a enregistré environ **281 000 déclarations en douane pour des importations de faible valeur** en provenance de Chine en 2024-2025, soit environ 12 % du total des expéditions.

En 2024/25, les importations de faible valeur en provenance de Chine vers le Royaume-Uni représentaient :

12%
du total des importations



51%
ade l'ensemble des petits colis importés



Source: BBC



Comment les droits de douane influent sur les résultats

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Les nouveaux droits de douane américains produisent les résultats attendus : ils ont généré 166,7 milliards de dollars au total en droits, taxes et frais jusqu'en juin 2025, dont 103,86 milliards de dollars de nouveaux droits de douane de l'IEEPA et de la section 232 qui n'existaient pas les années précédentes. Selon la [Tax Foundation](#), les droits de douane imposés par Trump en 2025 constituent la plus importante hausse fiscale depuis 1993.

La [taxe sur les ventes est généralement appliquée aux prix des produits](#), entraînant des prix plus élevés ou des frais supplémentaires pour les consommateurs. Les États pourraient donc également constater une augmentation des recettes fiscales sur les ventes. (La taxe sur les ventes ne s'applique généralement pas lorsqu'un consommateur est l'importateur responsable du paiement des droits de douane, bien que l'importateur doive généralement une taxe d'utilisation sur le prix de vente du produit.)

Les coûts fixes liés à la classification, à la documentation et aux droits de douane eux-mêmes ont une incidence sur les résultats de toutes les entreprises. Pour limiter l'effet de ces coûts supplémentaires, de nombreuses entreprises cherchent à modifier leurs chaînes d'approvisionnement, à réduire leurs dépenses et à augmenter leurs prix. S'approvisionner auprès de pays soumis à des taux de droits plus faibles est une option, même s'il n'existe aucune garantie que ces pays continueront à appliquer des droits réduits à l'avenir.

Déclarer délibérément des informations erronées sur les produits ou leur pays d'origine n'est pas une option envisageable. Selon Alston Group, un courtier en douane agréé, CPB examine de près les documents d'importation afin de s'assurer que les entreprises déclarent avec précision le pays d'origine et la valeur des marchandises. L'entreprise s'attend à une augmentation de [200 %](#) de l'activité du ministère de la Justice en matière commerciale.

CRAIG REED

General Manager of
Cross-Border at Avalara

“ L'année 2025 a été sans précédent pour le commerce international. Jamais auparavant nous n'avions connu un tel nombre de modifications douanières, ni une mise en œuvre aussi rapide.

La complexité des calculs douaniers, la compréhension des restrictions applicables aux produits et la fourniture des documents nécessaires aux autorités douanières ont considérablement augmenté, tout comme le renforcement de l'application des réglementations par les gouvernements.

”

Contents

[INTRODUCTION >](#)

[BONJOUR, TARIFS >](#)

[ACCORDS COMMERCIAUX >](#)

[ADIEU, DE MINIMIS >](#)

[COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >](#)

[L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >](#)

[ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS \(TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES\) >](#)

[INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >](#)

« 2025 a été une année sans précédent en matière de commerce international », déclare Craig Reed. « Jamais nous n'avions vu à la fois un tel nombre de changements tarifaires et une mise en œuvre aussi rapide. Le calcul des droits de douane, la compréhension des restrictions applicables aux produits et la fourniture de documents conformes aux autorités douanières sont devenus beaucoup plus complexes, tandis que le niveau de contrôle exercé par les gouvernements s'est renforcé. »

Reed s'attend à ce que cette situation se poursuive en 2026. « Bien qu'il soit probable que les États-Unis finiront par ralentir le rythme des modifications tarifaires, il est possible que le président adopte des mesures punitives en fonction de l'actualité internationale. En outre, à mesure que de nouveaux accords commerciaux américains seront conclus, nous nous attendons à ce que le reste du monde recherche activement à conclure des accords avec d'autres pays ou blocs de pays afin d'atténuer les effets de la position protectionniste des États-Unis. »

Reed s'attend également à ce que d'autres pays abaissent leurs seuils de minimis ou suppriment totalement ce régime. « Les entreprises devront être prêtes à continuer d'adapter leurs chaînes d'approvisionnement, ce qui nécessitera l'accès aux bons outils et aux bonnes informations », explique-t-il. « Avalara peut aider les entreprises à suivre le rythme des changements en s'assurant qu'elles disposent des informations de conformité et des solutions de prise de décision appropriées pour atténuer

l'impact des modifications tarifaires mondiales et tirer parti des nouveaux flux commerciaux dès qu'ils deviennent disponibles. »

Les entreprises sont encouragées à suivre de près les évolutions réglementaires et fiscales aux États-Unis dans la mesure où il s'agit de l'économie la plus importante du monde en termes de PIB nominal. Toutefois, les entreprises internationales sont également invitées à surveiller ce qui se passe ailleurs dans le monde, d'autant plus que de nombreux gouvernements exigent une plus grande transparence et des données en temps réel pour la conformité fiscale.

Commençons donc par étudier ce qui se passe en Europe.



COMMENT AVALARA PEUT VOUS AIDER

Avalara suit l'évolution des réglementations commerciales mondiales, afin de vous décharger. Lorsque les taux tarifaires, les exigences du code HS ou les règles d'importation changent, notre moteur se met automatiquement à jour et applique les dernières règles fiscales directement à vos processus. Cela signifie moins de mises à jour manuelles, moins de risques et davantage de sécurité pour chaque transaction transfrontalière.

[\[Découvrez la classification des codes tarifaires d'Avalara\]](#)

Ce que les chiffres nous disent sur la conformité fiscale internationale en 2026

Inhalt

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

L'écart de conformité à la réglementation européenne en matière de TVA a été estimé à :

€89B

en 2022

Source : Commission européenne

La taxe sur la valeur ajoutée à l'ère du numérique (ViDA) vise à contribuer à réduire la fraude à la TVA jusqu'à :

€11B

Par an au cours des 10 prochaines années

Source : Commission européenne

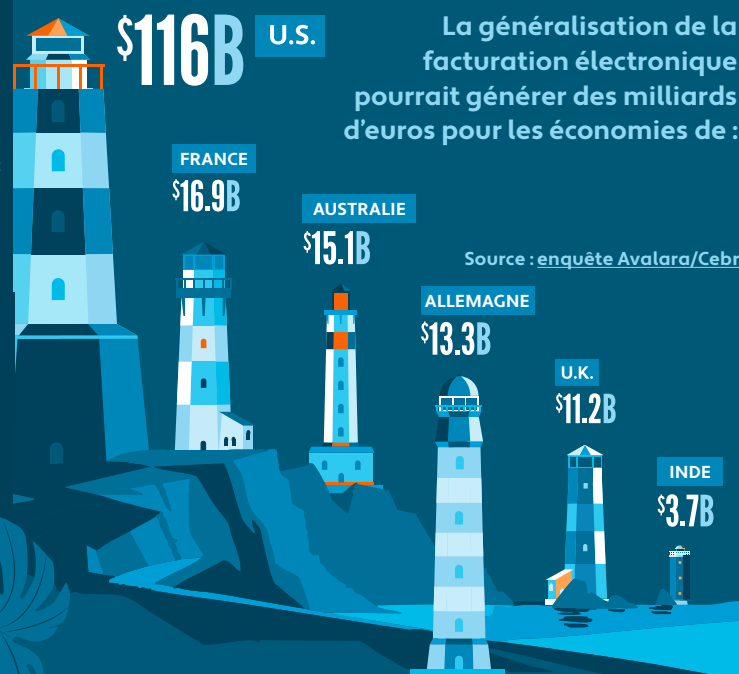


La taille du marché mondial de la facturation électronique devrait atteindre les valeurs suivantes d'ici 2032 :

\$36.72B

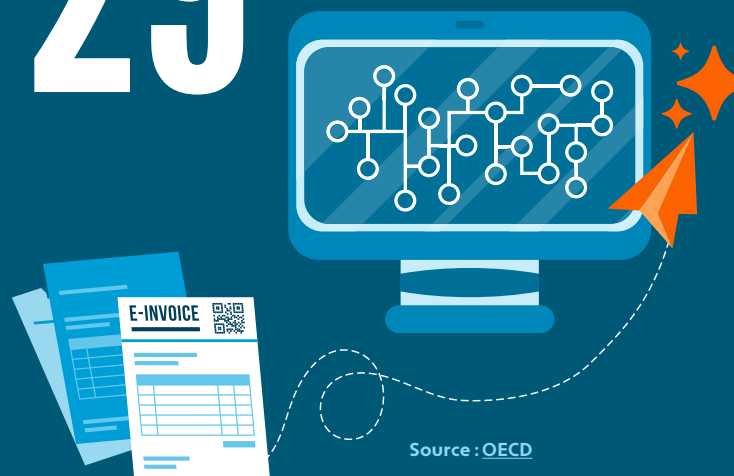
avec un TCAC de 25%

Source : Data Bridge Market Research



29

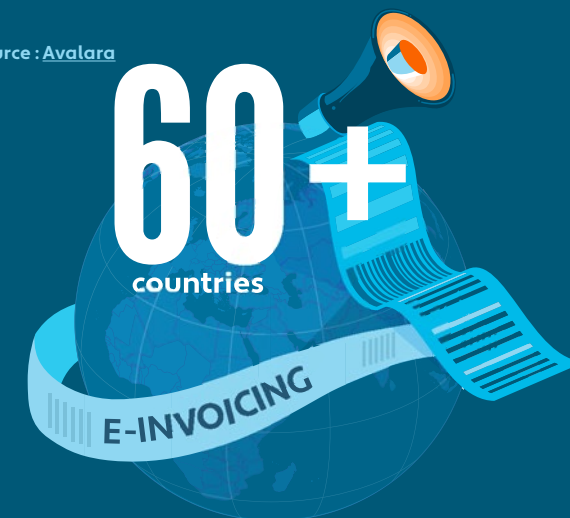
Sur les 38 membres de l'OCDE, 100 ont déclaré avoir déployé l'IA dans l'administration fiscale d'ici 2024.



Source : OECD

Plus de 60 pays dans le monde ont annoncé la mise en place de la facturation électronique, ou l'exigent déjà.

Source : Avalara



Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS
DE DOUANE INFLUENT
SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS
L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT
LA CONFORMITÉ FISCALE
INTERNATIONALE EN 2026 :
TVA ET TPS (TAXES SUR LES
PRODUITS ET SERVICES >

INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE ET
CONFORMITÉ FISCALE
INTERNATIONALE >

L'Europe depuis l'initiative ViDA : qu'est-ce qui a changé depuis son adoption en mars 2025 ?

La TVA à l'ère numérique (ViDA) est un ensemble de réformes de l'Union européenne (UE) visant à améliorer et à numériser l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) par les autorités fiscales, à réduire la fraude et à stimuler le commerce transfrontalier. Après avoir surmonté **les derniers obstacles** à son entrée en vigueur, l'initiative ViDA a été adoptée le 11 mars 2025 et sera déployée par étapes jusqu'en 2035.

Le premier axe de l'initiative ViDA concerne les exigences de déclaration numérique et la facturation électronique.

Les exigences de déclaration numérique font référence aux obligations imposées aux entreprises de soumettre électroniquement des données transactionnelles détaillées (telles que des factures, des reçus ou des documents comptables) aux autorités fiscales, souvent en temps réel ou quasi en temps réel. Cela permet aux autorités d'avoir une meilleure visibilité sur les données transactionnelles et de détecter plus efficacement les fraudes.

La facturation électronique, quant à elle, est le processus d'émission, d'envoi et de réception de factures dans un format numérique structuré, généralement XML ou UBL, qui permet un traitement automatisé par les systèmes du fournisseur et de l'acheteur. Contrairement aux PDF ou aux factures papier, les factures électroniques peuvent être validées, transmises et archivées électroniquement, souvent en temps réel et conformément aux exigences réglementaires.

Voyons comment les entreprises ont réagi et se sont adaptées à la déclaration numérique et à la facturation électronique depuis l'entrée en vigueur de la réforme ViDA.

LES TROIS CHANGEMENTS NÉCESSAIRES POUR ADAPTER LA TVA À L'ÈRE NUMÉRIQUE

Quelle: [Commission européenne](#)

1 Un système de reporting numérique en temps réel basé sur la facturation électronique

2 Mise à jour des règles de TVA pour l'économie des plateformes

3 Un système unique d'immatriculation à la TVA Mise à jour des règles de TVA pour l'économie des plateformes pour les entreprises vendant aux consommateurs dans toute l'UE

Contents

[INTRODUCTION >](#)

[BONJOUR, TARIFS >](#)

[ACCORDS COMMERCIAUX >](#)

[ADIEU, DE MINIMIS >](#)

[COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >](#)

[L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >](#)

[ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS \(TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES\) >](#)

[INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >](#)

Déclaration numérique et facturation électronique

Avec l'adoption de ViDA, les entreprises opérant dans les États membres de l'UE devront passer à la facturation électronique et à la déclaration en temps quasi réel. Les factures PDF et autres formats papier appartiendront enfin au passé.

En vertu des règles précédentes de l'UE, les États membres avaient besoin d'une dérogation (une approbation officielle de l'UE) avant de pouvoir rendre obligatoire la facturation électronique interentreprises (B2B) au niveau national. Avec l'entrée en vigueur de la réforme ViDA, cette exigence a été supprimée : les pays peuvent désormais instaurer la facturation électronique obligatoire pour les transactions nationales (pour les contribuables établis) sans l'approbation préalable de l'UE.

En outre, dans de nombreux États membres, l'acheteur devait expressément accepter de recevoir une facture électronique (c'est-à-dire qu'il pouvait refuser les formats électroniques structurés). L'initiative ViDA a supprimé cette exigence : une fois la facturation électronique nationale rendue obligatoire, les acheteurs ne disposent plus d'un droit de veto quant à son acceptation.

La suppression des contraintes administratives liées aux dérogations et au consentement permet aux pays d'imposer plus librement la facturation électronique B2B nationale, ce qui explique que de plus en plus de pays l'imposent. Voici quelques exemples clés.

JAN | **BELGIQUE**
La facturation électronique B2B est obligatoire.

JAN | **CROATIE**
Les entreprises B2B sont tenues d'émettre et de recevoir des factures électroniques.

JAN | **NOUVELLE-ZÉLANDE**
Certains organismes publics doivent pouvoir envoyer et recevoir des factures électroniques.

FEB | **POLOGNE**
La facturation électronique est obligatoire pour les grandes entreprises.

JAN | **ALLEMAGNE**
Les entreprises sont tenues de recevoir des factures électroniques.

JAN | **BELGIQUE**
Un reporting quasi temps réel est requis.

APR | **POLOGNE**
La facturation électronique est obligatoire pour les autres contribuables.

JUL | **AUSTRALIE**
Toutes les organisations à but non lucratif doivent pouvoir recevoir des factures électronique

JUL | **ÉMIRATS ARABES UNIS**
La facturation électronique est en cours de déploiement progressif.

SEP | **FRANCE**
La facturation électronique dans le secteur B2B est en cours de déploiement progressif.

DEC | **AUSTRALIE**
Toutes les organisations à but non lucratif doivent pouvoir envoyer des factures électroniques.



Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS
DE DOUANE INFLUENT
SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS
L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT
LA CONFORMITÉ FISCALE
INTERNATIONALE EN 2026 :
TVA ET TPS (TAXES SUR LES
PRODUITS ET SERVICES >

INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE ET
CONFORMITÉ FISCALE
INTERNATIONALE >

- **Australien** : à compter du 1er juillet 2026, toutes les entités du Commonwealth non constituées en sociétés doivent être en mesure de recevoir des factures électroniques. D'ici décembre 2026, elles devront également être en mesure d'émettre des factures électroniques.
- **Belgique** : la facturation électronique B2B sera obligatoire à compter du 1er janvier 2026, suivie par des exigences de déclaration en temps quasi réel en 2028.
- **Croatie** : une obligation B2B actuellement en consultation publique, et prévue pour le 1er janvier 2026, imposerait aux entreprises assujetties à la TVA d'émettre et de recevoir des factures électroniques pour les transactions B2B nationales.
- **France** : la facturation électronique B2B à l'échelle nationale sera requise à compter du 1er septembre 2026, avec un déploiement progressif.
- **Allemagne** : les entreprises sont tenues de pouvoir recevoir des factures électroniques depuis le 1er janvier 2025. L'obligation d'émettre des factures électroniques sera introduite progressivement entre 2027 et 2028 via les formats XRechnung, ZUGFeRD et Peppol.
- **Pologne** : la facturation électronique obligatoire débutera le 1er février 2026 pour les grands contribuables et le 1er avril 2026 pour les autres.

- **Émirats arabes unis** : la facturation électronique sera introduite progressivement à partir de juillet 2026, en couvrant d'abord les transactions B2B et B2G.
- **Nouvelle-Zélande** : à compter du 1er janvier 2026, les agences publiques qui émettent ou reçoivent plus de 2 000 factures nationales par an doivent être en mesure d'envoyer et de recevoir des factures électroniques.

En ce qui concerne le volet de la déclaration numérique de la réforme ViDA, à compter du 1er juillet 2030, les factures électroniques structurées deviendront la méthode par défaut (et dans de nombreux cas obligatoires) pour les transactions transfrontalières B2B et interentreprises (B2G) intra-UE.

Ce changement élimine de fait les factures papier, les PDF non structurés et les formats ad hoc dans le commerce transfrontalier, en imposant une norme unifiée et lisible par machine (alignée sur la norme [EN 16931](#)) dans tous les États membres. Les entreprises opérant dans plusieurs pays de l'UE n'auront plus à gérer différents formats nationaux de facturation électronique.

L'adoption de la facturation électronique s'accélère, tant dans les pays où elle est obligatoire que dans ceux où elle ne l'est pas encore. Selon une enquête menée en juin 2025 auprès d'entreprises internationales, 73 % des personnes interrogées utilisant des factures

manuelles prévoient de passer à la facturation électronique au cours des cinq prochaines années.

Alors que l'objectif de l'UE est de favoriser l'harmonisation, les entreprises ont la possibilité de réfléchir de manière plus stratégique à leur conformité fiscale et aux solutions qu'elles utilisent pour relever ces défis. Les entreprises peuvent ne plus considérer les obligations de facturation électronique comme une simple contrainte imposant la conversion des factures en format numérique, mais comme une opportunité de déployer des solutions intégrées à leurs ERP et à leurs systèmes métier, capables de monter en charge.

MATT HAMMOND

General Manager of
E-Invoicing at Avalara

“ **La facturation électronique n'est plus une mode passagère ; elle représente un changement fondamental dans la manière dont les entreprises internationales gèrent les exigences réglementaires.**

Les entreprises ne peuvent plus se permettre un ensemble disparate de solutions locales. ”

Contents

[INTRODUCTION >](#)

[BONJOUR, TARIFS >](#)

[ACCORDS COMMERCIAUX >](#)

[ADIEU, DE MINIMIS >](#)

[COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >](#)

[L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >](#)

[ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS \(TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES\) >](#)

[INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >](#)

« La facturation électronique n'est plus une tendance passagère : elle représente un changement fondamental dans la façon dont les entreprises mondiales gèrent leur conformité. Les entreprises ne peuvent plus se permettre de multiplier les solutions locales pour répondre à chaque obligation », déclare Matt Hammond, directeur général de la facturation électronique chez Avalara. « Elles doivent adopter une approche unique et évolutive qui favorise la cohérence, la visibilité et l'efficacité à l'échelle internationale, ce que permet précisément la solution mondiale de facturation électronique d'Avalara. »



COMMENT AVALARA PEUT VOUS AIDER

Alors que les obligations imposées par la réforme ViDA généralisent l'usage des factures électroniques structurées, Avalara E-Invoicing and Live Reporting vous aide à garder une longueur d'avance. Grâce à une API globale unique, à des connecteurs ERP préconfigurés et à l'activation de mandat en libre-service, vous pouvez émettre, recevoir et transmettre des factures électroniques conformes dans plusieurs pays, tout en réduisant les risques et en soutenant votre expansion sur plusieurs marchés.

[\[Découvrir Avalara E-Invoicing et Live Reporting\]](#)

Le compte à rebours vers l'immatriculation unique à la TVA a commencé

Le troisième axe de l'initiative ViDA est l'immatriculation unique à la TVA, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 1er juillet 2028. Le principe de l'immatriculation unique à la TVA est conçu pour simplifier la conformité à la TVA à l'échelle de l'UE en permettant aux entreprises de remplir leurs obligations via une seule immatriculation et un portail unique dans un État membre. Cela évite aux entreprises de devoir s'immatriculer dans chaque pays où elles opèrent la nécessité de plusieurs immatriculations nationales à la TVA, en particulier pour les entreprises réalisant des ventes B2C transfrontalières, des mouvements de biens propres et/ou d'autres opérations nouvellement concernées.

Une composante de ce pilier est l'extension du **guichet unique**. À compter du 1er janvier 2027, le guichet unique sera étendu aux services publics (électricité, gaz, chauffage, refroidissement), aux livraisons domestiques, aux installations et au transport de passagers. L'adhésion facultative des plateformes au guichet unique débutera en 2028, avant de devenir obligatoire en 2030.

En prévision du déploiement de l'immatriculation unique à la TVA en 2028, les entreprises devraient commencer à élaborer un plan de transition, souvent appelé « manuel de l'immatriculation unique à la TVA », afin d'identifier leurs immatriculations TVA existantes dans l'UE et de déterminer lesquelles pourront être regroupées en une seule.

Toutes les immatriculations à la TVA ne pouvant ni ne devant être radiées simultanément, les entreprises devront également planifier soigneusement leur calendrier (planification des radiations) afin d'assurer la continuité opérationnelle, de respecter les obligations déclaratives finales et d'éviter toute perturbation des chaînes d'approvisionnement ou des processus de facturation.

taxe de vente individuelle inscription



Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Les places de marché en tant que « fournisseurs présumés »

Fait notable, l'axe 2 concerne l'économie des plateformes et impose que les places de marché soient **présumés** fournisseurs. Cela signifie que, d'un point de vue fiscal, les places de marché sont traitées comme si elles vendaient elles-mêmes les biens ou services, même lorsque le vendeur réel est un tiers utilisant la plateforme. La responsabilité de collecter, de déclarer et de verser la TVA sur certaines transactions est transférée du vendeur à la place de marché. Cette approche reflète les lois américaines relatives aux intermédiaires de marché, selon lesquelles les places de marché sont responsables de la collecte et du reversement de la taxe sur les ventes ; elle s'applique généralement aux ventes B2C transfrontalières, aux biens de faible valeur ou aux services fournis via des plateformes.

GEORGE TRANTAS

VP of Sales, Accelerators
at Avalara

« Aux États-Unis, ce sont les plateformes de marché elles-mêmes qui décident de la part des obligations fiscales internationales qu'elles souhaitent assumer. »

Depuis la suppression du régime de minimis, les places de marché peuvent désormais également assumer la responsabilité des importations ou agir en tant qu'« importateurs officiels » (« **importer of record** ») sur des marchés tels que les États-Unis. Les plateformes peuvent appliquer des contrôles de conformité plus stricts ou restreindre les flux à risque de biens de faible valeur. Mais ce n'est pas nécessairement le cas. « Aux États-Unis, ce sont les places de marché qui décident de la part de la charge qu'elles assumeront en matière de conformité fiscale internationale », explique George Trantas. « **eBay** propose le modèle le plus simple pour les envois transfrontaliers ; l'entreprise fait tout pour les vendeurs et assume tous les risques. Les autres places de marché ont mis du temps à adopter ce modèle. »

Les entreprises ou les utilisateurs existants de places de marché peuvent privilégier les plateformes prenant en charge les règles de livraison payantes (DDP) afin de collecter les droits/taxes à l'importation au moment du paiement et de proposer des modèles de tarification (tels que la tarification dynamique) qui incluent les frais d'expédition et de douane.

La réforme ViDA et la suppression de la règle de minimis aux États-Unis indiquent une tendance mondiale à l'utilisation de plateformes comme collecteurs d'impôts. Ainsi, bien que ViDA en Europe et la réforme de minimis aux États-Unis fonctionnent indépendamment, elles s'inscrivent dans une même trajectoire politique : faire des plateformes numériques des intermédiaires de la collecte fiscale, en

particulier pour les ventes transfrontalières et le commerce électronique.

L'IA et les places de marché

À mesure que les obligations fiscales passent des vendeurs individuels aux plateformes, les places de marché subissent une pression croissante pour calculer et reverser les taxes pour le compte de leurs vendeurs. Les moteurs fiscaux alimentés par l'intelligence artificielle jouent ici un rôle clé, en calculant dynamiquement les taxes en fonction de la localisation du client, du type de produit et des détails de la commande.

La suppression récente des seuils de minimis aux États-Unis, et potentiellement dans d'autres régions du monde, a rendu la conformité fiscale et douanière encore plus stricte. Chaque expédition de faible valeur peut désormais nécessiter un calcul précis des droits et taxes, ce qui n'est pas compatible avec des processus manuels à grande échelle. L'IA peut aider les places de marché à combler ce manque en permettant une conformité fiscale à l'échelle du colis individuel, la classification des marchandises en temps réel, le calcul de la TVA, des taxes sur les ventes et des droits, ainsi qu'une communication automatisée avec les plateformes douanières et fiscales.

Alors que les autorités fiscales renforcent les contrôles sur le commerce électronique transfrontalier, l'IA deviendra encore plus essentielle, non seulement pour la conformité, mais aussi pour le maintien de la rentabilité et de l'efficacité opérationnelle dans le commerce mondial à volume élevé.

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS
DE DOUANE INFLUENT
SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS
L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT
LA CONFORMITÉ FISCALE
INTERNATIONALE EN 2026 :
TVA ET TPS (TAXES SUR LES
PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE ET
CONFORMITÉ FISCALE
INTERNATIONALE >

Actualités concernant la conformité fiscale internationale en 2026 : TVA et TPS (Taxes sur les Produits et Services)

Réforme fiscale brésilienne : se préparer à un double système en 2026

Le Brésil mène une réforme fiscale majeure

visant à simplifier son système complexe de taxes indirectes. Le pays passe d'une structure fragmentée composée de taxes fédérales, étatiques et municipales à un modèle unifié. L'objectif est de réduire les contraintes liées à la conformité, d'améliorer la transparence et de renforcer la compétitivité économique. Cette réforme constitue l'un des plus importants remaniements du code fiscal brésilien depuis des décennies et aura un impact sur pratiquement toutes les entreprises opérant dans le pays ou y vendant des biens ou services.

Au cœur de cette réforme se trouve le remplacement de plusieurs taxes superposées par deux nouvelles taxes sur la valeur ajoutée : la taxe fédérale sur les biens et services (CBS), et la taxe étatique/municipale sur les biens et services (IBS). Ces nouvelles taxes remplaceront progressivement plusieurs prélèvements existants, notamment le programme d'intégration sociale (PIS), la contribution pour le financement de la sécurité

sociale (COFINS), la taxe sur la circulation des biens et services (ICMS) et la taxe municipale sur les services (ISS). L'objectif est de créer un système de taxation à la consommation avec des règles plus claires, moins d'exemptions et une meilleure récupération des crédits d'impôt.

Ces changements devraient en théorie conduire à un traitement fiscal plus prévisible et réduire les effets de cascade, lorsque des taxes s'ajoutent à d'autres taxes à différents stades de la chaîne d'approvisionnement, sans crédit ou compensation intégrale, qui ont longtemps pénalisé le commerce brésilien.

La transition vers le nouveau régime débutera en 2026 et se poursuivra jusqu'en 2032. Pendant cette période, les entreprises devront être en mesure de fonctionner dans les deux systèmes fiscaux, l'ancien et le nouveau. Cette obligation de double conformité introduira une complexité supplémentaire à court terme, en particulier pour les entreprises ayant un volume élevé de transactions ou des chaînes d'approvisionnement diversifiées. Les entreprises devront gérer des calculs fiscaux parallèles, des obligations déclaratives distinctes et différents formats de facturation pendant la période de transition et l'élimination progressive des taxes existantes.

Cette période de transition nécessitera des mises à jour des moteurs fiscaux, des systèmes de facturation et des plateformes ERP. Les entreprises auront besoin d'outils capables de calculer et de déclarer les taxes avec précision dans les deux systèmes, ainsi que de personnel ou de prestataires maîtrisant ce paysage de conformité en évolution.



Contents

[INTRODUCTION >](#)

[BONJOUR, TARIFS >](#)

[ACCORDS COMMERCIAUX >](#)

[ADIEU, DE MINIMIS >](#)

[COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >](#)

[L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >](#)

[ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS \(TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES\) >](#)

[INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >](#)

La réforme de la TVA en Chine en 2026 : vers une cohérence nationale et un alignement mondial

La Chine s'apprête à remanier son système de TVA en le consolidant dans une loi unique et complète à compter du 1er janvier 2026. L'application de la TVA est actuellement assurée par les bureaux fiscaux locaux, ce qui entraîne des différences d'interprétation des réglementations en matière de TVA et des procédures administratives. Cette initiative s'inscrit dans les efforts de la Chine pour améliorer la cohérence entre juridictions, attirer les investissements étrangers grâce à un environnement fiscal plus prévisible et s'aligner davantage sur les normes internationales.

Selon la nouvelle loi, la structure actuelle à trois taux sera maintenue :

- 13 % pour les biens généraux et les importations
- 9 % pour les services essentiels tels que les transports, les services postaux et les services publics
- 6 % pour les secteurs de services modernes, tels que la finance, l'informatique et le conseil



En vertu de la nouvelle loi chinoise, la structure à trois niveaux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) reste inchangée.

13% pour les biens de consommation courante et les importations



9% pour les services essentiels tels que les transports et les services postaux

6%

pour les secteurs de l'énergie moderne et les services tels que la finance, les technologies de l'information et le conseil



Contents

[INTRODUCTION >](#)

[BONJOUR, TARIFS >](#)

[ACCORDS COMMERCIAUX >](#)

[ADIEU, DE MINIMIS >](#)

[COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >](#)

[L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >](#)

[ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS \(TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES\) >](#)

[INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >](#)

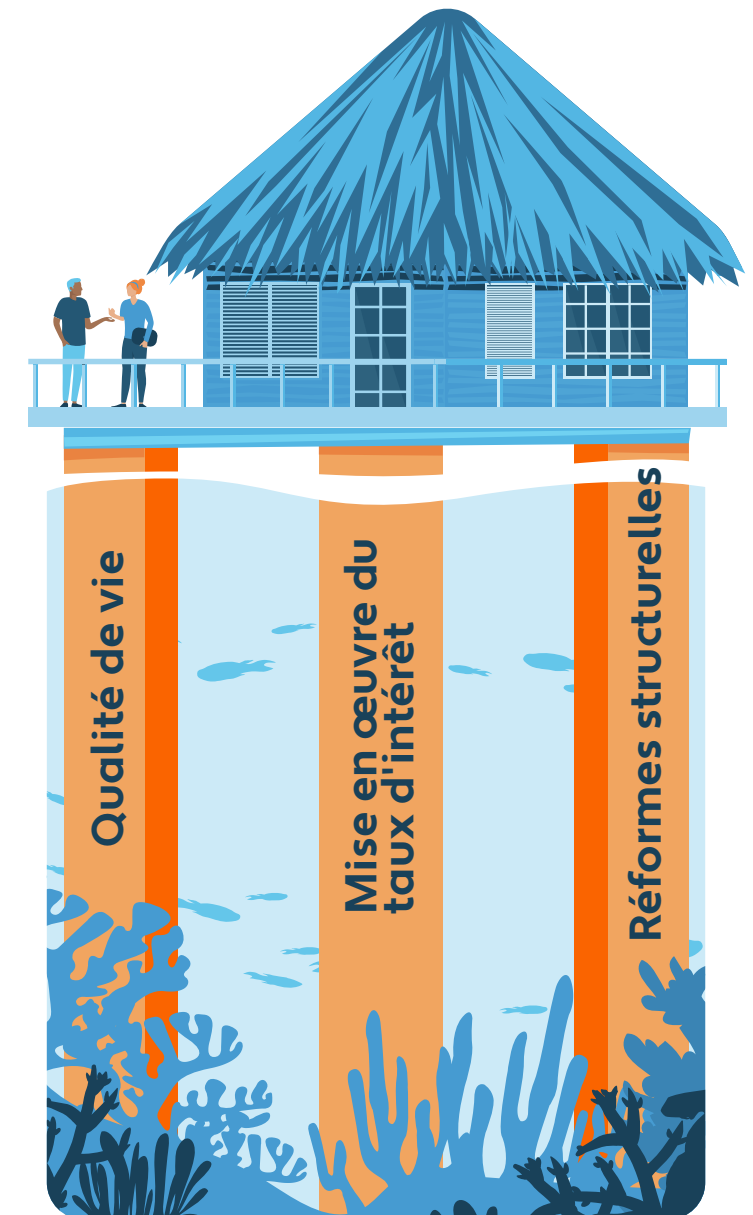
Le taux simplifié applicable aux petits contribuables sera uniformisé à 3 %, supprimant ainsi l'ancien taux de 5 %. Par ailleurs, les règles existantes deviendront juridiquement contraignantes, renforçant la protection des contribuables et créant une uniformité administrative dans l'ensemble du pays. Les activités imposables seront définies plus clairement, notamment la vente de biens, la fourniture de services, le transfert d'actifs incorporels, l'importation de biens, les ventes transfrontalières et les transactions numériques.

Avec ce nouveau cadre codifié de la TVA, les prestataires de services transfrontaliers, les exportateurs et les plateformes numériques devront évaluer la conformité de leurs opérations à cette réforme.

Compte tenu de l'importance accordée à l'administration dans ces réformes, ainsi que des investissements importants de la Chine dans la facturation numérique et les registres électroniques de transactions, il est raisonnable de supposer que l'Administration fiscale d'État (STA) utilisera l'analyse de données alimentée par l'IA pour détecter les cas de non-conformité dans le nouveau système de TVA.

L'évolution du système de la TPS en Inde : une transformation à l'ère numérique

L'Inde est en pleine transformation de son système de taxe sur les biens et services, destinée à renforcer la transparence, simplifier la conformité et renforcer la collecte des recettes. Depuis son lancement en juillet 2017, le régime indien de la taxe sur les biens et services a remplacé un ensemble disparate de taxes indirectes prélevées par les gouvernements central et régionaux, établissant une structure fiscale nationale plus unifiée. Cependant, des défis subsistent, notamment en matière de complexité déclarative, de coûts de conformité et de prévention de la fraude. Les réformes en cours visent à résoudre ces difficultés tout en modernisant le système pour l'ère numérique.



Les trois piliers de la réforme de la TPS en Inde

Source: [Fortune India](#)

Contents

[INTRODUCTION >](#)

[BONJOUR, TARIFS >](#)

[ACCORDS COMMERCIAUX >](#)

[ADIEU, DE MINIMIS >](#)

[COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >](#)

[L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >](#)

[ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS \(TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES\) >](#)

[INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >](#)

Outre la réduction des taux de taxe sur certains produits essentiels, un élément majeur de cette transformation est le déploiement prévu en 2025 de la **facturation électronique et de l'intégration du bordereau de circulation électronique**, imposant aux entreprises dépassant certains seuils de chiffre d'affaires de générer leurs factures en temps réel via un portail gouvernemental. Ces mesures permettent non seulement des déclarations fiscales plus précises et automatisées, mais contribuent également à réduire la fraude sur les factures et l'utilisation abusive des crédits de taxe sur les intrants. À mesure que les seuils sont progressivement abaissés, davantage de petites et moyennes entreprises sont intégrées au dispositif, ce qui renforce la numérisation au sein de l'écosystème commercial indien.

Parallèlement, l'Inde poursuit ses efforts visant à simplifier les déclarations de taxe sur les ventes. Au lieu de recourir à de multiples formulaires à plusieurs niveaux, le gouvernement s'oriente vers un système consolidé qui remplit automatiquement les données des formulaires et des factures. Associées à des capacités accrues d'analyse de données et de rapprochement en temps réel, ces évolutions visent à réduire les erreurs de déclaration, faciliter les processus de rapprochement et accélérer les remboursements, améliorant ainsi l'expérience globale des contribuables.

Ces réformes visent également à améliorer la conformité et l'application des règles fiscales, un enjeu essentiel pour le gouvernement qui souhaite étendre l'économie formelle. Les autorités recourent de plus en plus à des outils basés sur l'IA et à l'analyse de données pour identifier les incohérences, repérer des schémas suspects et déclencher des audits. Cette approche proactive impose aux entreprises de maintenir des données déclaratives propres, cohérentes et en temps réel dans leurs systèmes, reflétant une tendance mondiale plus large vers une administration fiscale assistée par l'IA.



L'INDE SIMPLIFIE L'ENREGISTREMENT À LA TPS



COMMENT AVALARA PEUT VOUS AIDER

Les réformes mondiales de TVA et de TPS accroissent la complexité des échanges transfrontaliers. Avalara AvaTax Cross-Border unifie droits de douane, taxes à l'importation, TVA/TPS et taxe sur les ventes au sein d'une seule plateforme, vous offrant des calculs en temps réel au moment du paiement, une conformité simplifiée entre juridictions et une expérience client fluide.

[\[Découvrez Avalara AvaTax Cross-Border\]](#)

Intelligence artificielle et conformité fiscale internationale

Contents

INTRODUCTION >

BONJOUR, TARIFS >

ACCORDS COMMERCIAUX >

ADIEU, DE MINIMIS >

COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >

L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >

ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS (TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES) >

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >

Alors que les exigences de conformité augmentent au niveau mondial, les entreprises pourraient se tourner davantage vers des solutions automatisées pour gérer efficacement la conformité transfrontalière, en particulier celles intégrant des outils basés sur l'IA. Ces fonctions peuvent soutenir la croissance des entreprises, malgré l'évolution des obligations de conformité.

Parallèlement, des réglementations telles que le règlement européen sur l'IA ([EU AI Act](#)), la première loi complète au monde encadrant l'intelligence artificielle, commencent à influencer la manière dont l'IA est développée et déployée entre juridictions. Ce règlement vise à garantir que les systèmes d'IA utilisés dans l'UE soient sûrs, transparents et respectueux des droits fondamentaux, tout en favorisant l'innovation. En établissant des normes fondées sur les risques, cette loi apporte également une plus grande sécurité juridique aux entreprises internationales souhaitant déployer des solutions d'IA au-delà des frontières.

Les systèmes fiscaux du monde entier deviennent plus numériques, plus axés sur les données et plus exigeants. Alors que les entreprises peinent à suivre l'évolution des tarifs douaniers, la fin du régime de minimis,

les obligations de facturation électronique et d'autres changements, une chose est claire : l'automatisation n'est plus seulement une question d'efficacité. Elle constitue désormais la base pour rester compétitif et se développer à l'international.

Si vous lisez ce rapport, vous contribuez probablement à assurer la conformité fiscale d'une ou plusieurs entreprises. Vous savez combien il peut être difficile de suivre l'évolution des règles, et encore plus de s'y conformer. Vous faites de votre mieux.

Avalara aide les entreprises à gérer leur conformité fiscale depuis plus de 20 ans. Notre toute dernière innovation, Agentic Tax and Compliance™, simplifie encore davantage les processus complexes et chronophages de nos clients. [Découvrez comment Avalara fait passer l'automatisation de la conformité fiscale au niveau supérieur.](#)

EXEMPLES DES QUATRE CATÉGORIES DE RISQUE PRÉVUES PAR LA LÉGISLATION EUROPÉENNE SUR L'IA

Risque inacceptable, par exemple :
notation sociale du crédit

Risque élevé, par exemple :
composants de sécurité des produits basés sur l'IA

Risque limité, par exemple :
systèmes d'IA soumis à des obligations de transparence spécifiques

Risque minimal, par exemple :
jeux vidéo ou filtres anti-spam utilisant l'IA

Source: [EU AI Act](#)

Inhalt

[INTRODUCTION >](#)

[BONJOUR, TARIFS >](#)

[ACCORDS COMMERCIAUX >](#)

[ADIEU, DE MINIMIS >](#)

[COMMENT LES DROITS DE DOUANE INFLUENT SUR LES RÉSULTATS >](#)

[L'EUROPE DEPUIS L'INITIATIVE VIDA >](#)

[ACTUALITÉS CONCERNANT LA CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE EN 2026 : TVA ET TPS \(TAXES SUR LES PRODUITS ET SERVICES\) >](#)

[INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET CONFORMITÉ FISCALE INTERNATIONALE >](#)

Perspectives

Il est impossible de couvrir tous les changements fiscaux dans un seul rapport ; nous avons donc choisi de mettre en lumière les principales évolutions qui influencent le paysage fiscal et votre entreprise. Des experts fiscaux de premier plan approfondissent certaines des questions les plus critiques affectant la conformité fiscale dans notre webinaire sur les changements fiscaux de 2026.

[REGARDER LE WEBINAIRE](#)

Ressources supplémentaires :

Consultez le service fiscal d'Avalara pour les dernières actualités fiscales.

[LIRE LE BLOG](#)

Découvrez les produits et solutions d'Avalara.

[EN SAVOIR PLUS](#)

